
L'accès à l'eau : quo vadis ?

Le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix

*Laurence Boisson de Chazournes, Professeure à l'Université de Genève et
Membre du Geneva Water Hub*



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**



with the support of



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



45% du PIB mondial et plus de la moitié de la population mondiale pourraient provenir de régions exposées au stress hydrique en 2050

Source: Veolia Research & the International Food Policy Research Institute (IFPRI) & al. 2012

L'eau comme 1^{er} risque mondial majeur-WEF 2018-

Source: Global Risks 2015-2018, publié par le Forum économique mondial (WEF)



L'accès durable et équitable aux ressources d'eau est un enjeu majeur mondial pour le 21^{ème} siècle.

Nos **principales ressources en eau sont transfrontières**. **263 lacs et fleuves transfrontaliers** dans le monde couvrent près de la moitié des terres de la surface planétaire. Un total de **145 nations** ont une partie de leurs territoires **compris dans des bassins internationaux**.

99% de toutes les ressources d'eau douce accessible sur la planète se trouvent dans les aquifères. **270 des plus grands aquifères sont transfrontaliers à travers le monde** (UNESCO).

Au niveau local, nous constatons l'émergence de **plus en plus de conflits intersectoriaux**.

Ces dernières années, les signaux relatifs à la possibilité de conflits d'eau se sont multipliés et les pénuries d'eau associées à la pauvreté et l'instabilité sociétale pourraient affaiblir la cohésion des Etats et entraîner des conflits interétatiques.

Vision

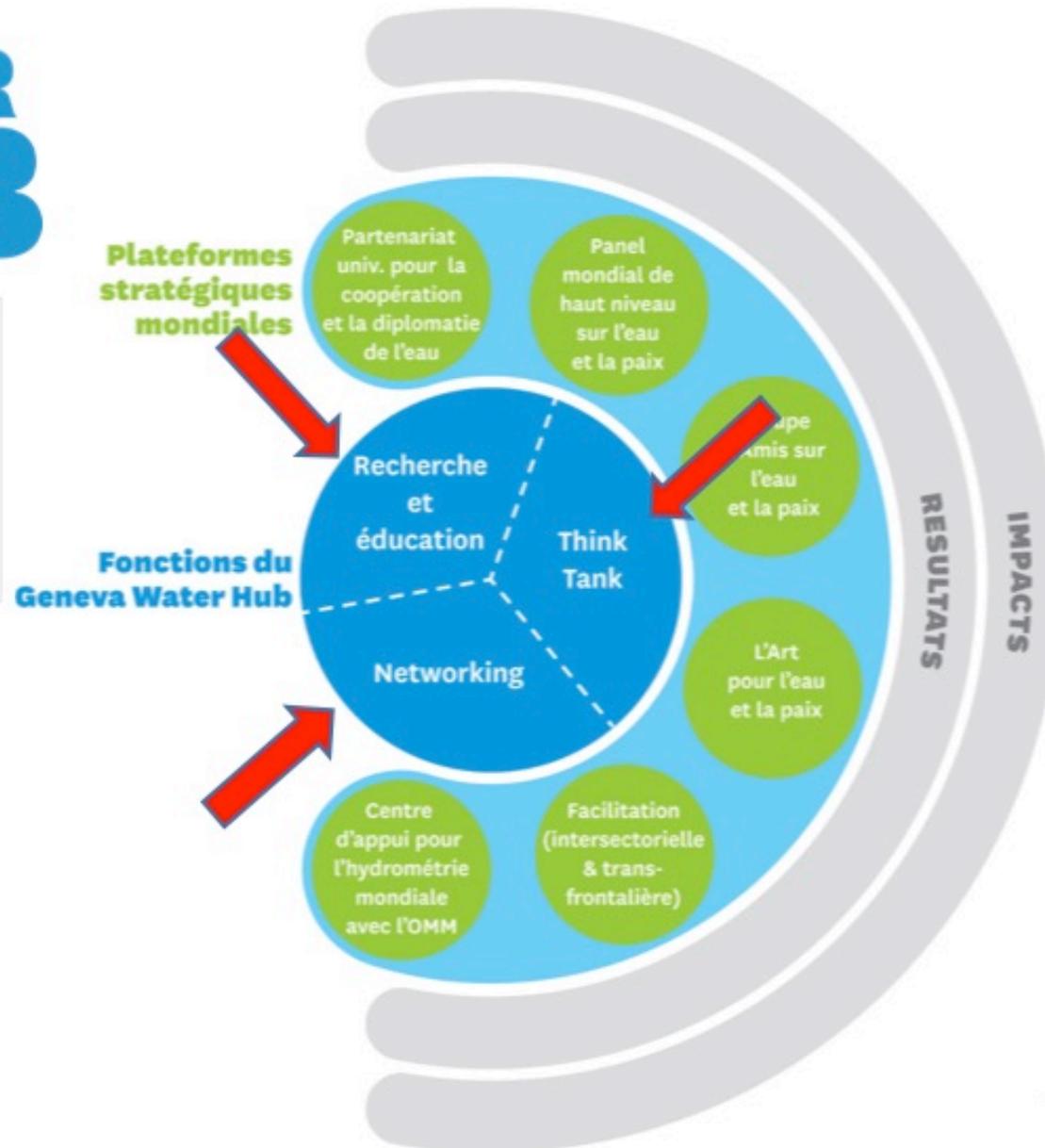
L'eau peut devenir un thème de coopération et un instrument de paix.

L'expérience démontre que dans de nombreuses situations, plutôt que de causer un conflit ouvert, **la nécessité de gérer le partage des eaux génère de la coopération**. Malgré la complexité des problèmes, **les tensions et différends autour de l'eau peuvent être gérés diplomatiquement**. De plus, le partage des eaux peut devenir un champ de collaboration dans les situations de conflit. C'est dans cette vision positive que le **Geneva Water Hub** a été établi en vue de promouvoir la

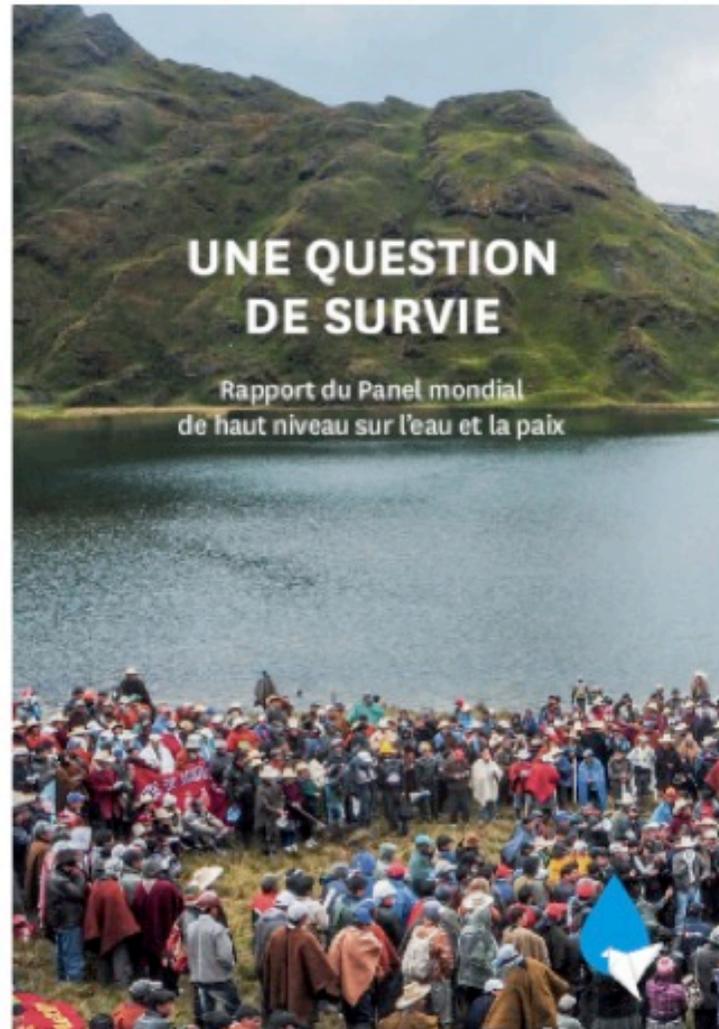
Diplomatie de l'eau ou *Blue Peace*.

GENEVA WATER HUB

Le Geneva Water Hub a été fondé en vue d'aider à la prévention des conflits liés à l'eau et de promouvoir l'eau comme instrument de paix et de coopération.



Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix



Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix

Un initiative lancée pour 2 ans par 15 pays co-parrains le 16 novembre 2015 à Genève avec les buts suivants :

- Développer une série de propositions pour renforcer l'architecture mondiale afin de prévenir et résoudre les conflits liés à l'eau.
- Promouvoir le rôle de l'eau comme un facteur important pour construire la paix et la coopération.
- Accroître la pertinence des questions liées à l'eau dans les prises de décisions nationales et mondiales.

Avec la contribution:

GENEVA
**WATER
HUB**

Secrétariat du Panel

Pays co-parrains et Panélistes

Président

Dr. Danilo Turk, ancien Président de la République, **Slovénie**

Vice-Présidents

M. Mansour Faye, Ministre de l'eau et de l'hydraulique, **Sénégal**

Dr. Alvaro Umaña Quesada, ancien Ministre de l'énergie et de l'environnement, **Costa Rica**

Membres (par ordre de nomination par les pays co-parrains)

Prof. Laurence Boisson de Chazournes, Professeure de droit à l'Université de Genève, **Suisse**

Dr. Claudia Patricia Mora, ancienne Vice-Ministre de l'eau et de l'assainissement, **Colombie**

Dr. Pascual Fernández, ancien Secrétaire d'Etat pour l'eau et le littoral, **Espagne**

Prof. Andras Szöllösi-Nagy, ancien Recteur de l'Institut UNESCO-IHE, **Hongrie**

Son Altesse Royale le Prince Hassan bin Talal, **Jordanie**

M. Yerlan Nyssanbayev, Vice-Ministre au Ministère de l'agriculture, **Kazakhstan**

M. Mike Allen Hammah, ancien Ministre du territoire et des ressources naturelles, **Ghana**

M. Ciarán Ó Cuinn, Directeur du centre de recherche de la désalinisation di Moyen-Orient, **Oman**

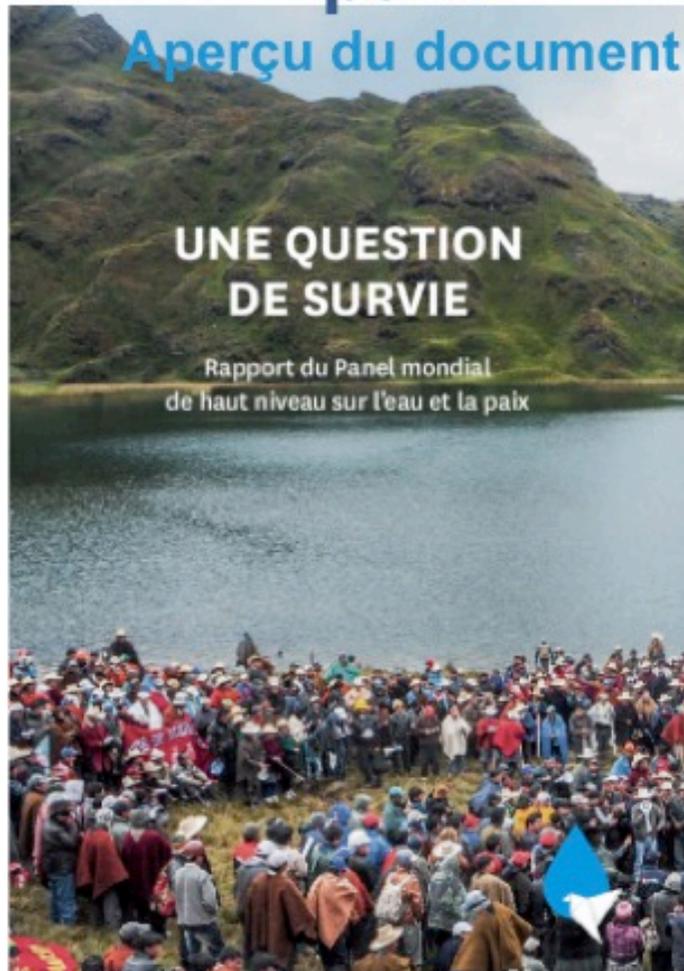
M. Andres Tarand, ancien Premier Ministre, **Estonie**

M. Thor Chetha, Sec. d'Etat du Ministère des ressources en eau et de la météorologie, **Cambodge**

M. Franck Galland, Directeur général d'Environmental Emergency & Security Services, **France**

Mr. Abdelaziz Ameziane, Ingénieur général du Ministère de l'eau, **Maroc**

L'eau, un atout pour la paix



1	LE DRAME DE L'EAU
2	AU FOND DE L'ABÎME: L'EAU DANS LES CONFLITS ARMÉS
3	MIEUX VAUT PRÉVENIR: DROIT INTERNATIONAL DE L'EAU ET COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DES EAUX TRANSFRONTIÈRES
4	QUANTITÉ ET QUALITÉ: RENFORCEMENT DE LA PRISE DE DÉCISION BASÉE SUR LA CONNAISSANCE, LES DONNÉES ET LA COOPÉRATION, POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX
5	DIPLOMATIE CITOYENNE, GESTION INTERSECTORIELLE DE L'EAU ET PRISE DE DÉCISION
6	LES INNOVATIONS FINANCIÈRES AU SERVICE DE LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EAU
7	EN QUÊTE «D'AGENT»: VERS DE NOUVEAUX MÉCANISMES DE DIPLOMATIE DE L'EAU

1 LE DRAME DE L'EAU



- Le Panel se félicite de l'engagement actuel d'une multitude d'acteurs dans cet effort et recommande que l'ONU serve de catalyseur aux changements politiques et institutionnels (...).
- Le Panel recommande que l'Assemblée générale de l'ONU convoque une Conférence mondiale sur la coopération internationale dans le domaine de l'eau, avec l'objectif de formuler un cadre stratégique pour la coopération (...).

2

AU FOND DE L'ABÎME: L'EAU DANS LES CONFLITS ARMÉS



Le Conseil de sécurité devrait :

- *Reconnaître* l'eau comme «un bien vital pour l'humanité» et souligner que la protection des ressources et infrastructures hydrauliques constitue un élément vital de la protection des civils pendant les conflits armés (...);
- *Renforcer* le respect et la mise en œuvre du droit international humanitaire (DIH) et préciser que les principes du DIH, tels que les principes de distinction et de proportionnalité, doivent être appliqués pendant les conflits armés internationaux et non internationaux).
- *Encourager* les « cessez-le-feu pour l'approvisionnement en eau » pendant les conflits armés et l'inclusion des questions relatives à l'eau et à la coopération en matière d'eau dans les accords de paix ;

Un examen (...) des propositions visant à établir:

- Un organisme international indépendant chargé de recueillir des informations sur la destruction et les coupures d'approvisionnement en eau (...);
- un mécanisme de suivi du respect du DIH et des réparations aux victimes de violations ;

3

MIEUX VAUT PRÉVENIR: DROIT INTERNATIONAL DE L'EAU ET COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DES EAUX TRANSFRONTIÈRES



- Le Panel invite à une large adhésion des États à la Convention de 1997 sur le droit relatif aux cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation et à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux de la CEE-ONU (...).
- Le Panel encourage l'utilisation des mécanismes de coopération de la Convention sur l'eau de la CEE-ONU, en particulier le recours par les pays et la société civile au Comité de mise en œuvre de la Convention.

4

QUANTITÉ ET QUALITÉ: RENFORCEMENT DE LA PRISE DE DÉCISION BASÉE SUR LA CONNAISSANCE, LES DONNÉES ET LA COOPÉRATION, POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX



- Les mécanismes actuels de collecte, stockage et accès aux données sur l'eau doivent être plus amplement développés et fournir une meilleure intégration des données spatiales et des données sociopolitiques désagrégées. Ce développement doit inclure des sources de données innovantes, non traditionnelles, comme le crowdsourcing (...).
- Une attention particulière doit être accordée à la bonne compréhension des asymétries entre les pays et les secteurs d'activité dans les bassins hydrographiques (...).
- Les États parties aux traités établissant des mécanismes de coopération transfrontière dans le domaine de l'eau doivent les renforcer en donnant la priorité aux questions de qualité, de pollution et de contamination de l'eau.

5

DIPLOMATIE CITOYENNE, GESTION INTERSECTORIELLE DE L'EAU ET PRISE DE DÉCISION



- Le Panel recommande que la gestion intersectorielle de l'eau, notamment la gestion des projets d'eau transfrontières, permette la participation, le **partage de toutes les informations pertinentes et l'échange de données entre toutes les parties prenantes, notamment la société civile.**
- Le Panel recommande que les gouvernements établissent les **plateformes de dialogue multipartite** nécessaires.
- Le Pacte Mondial des Nations Unies, exerçant son mandat relatif à la gestion de l'eau, devrait contribuer à l'élaboration d'un **Code de Conduite en matière de Gestion de l'Eau.**

6

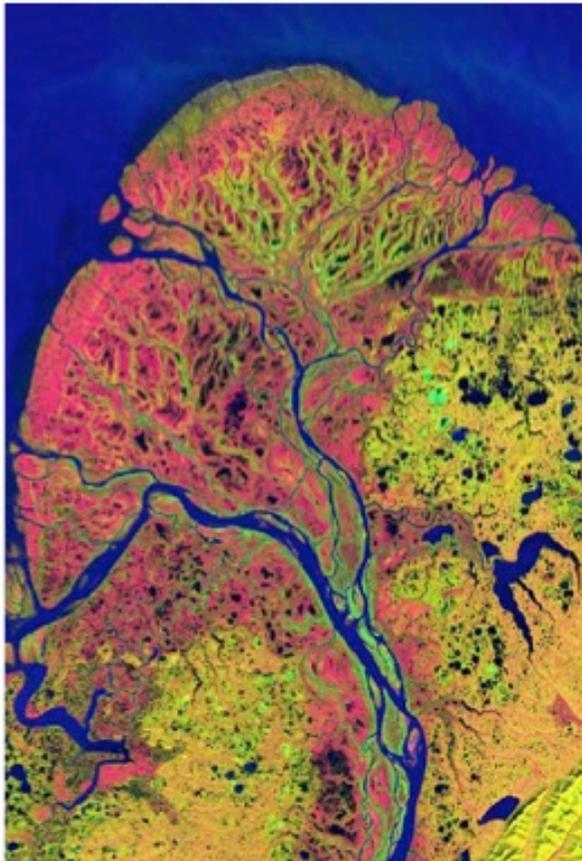
LES INNOVATIONS FINANCIÈRES AU SERVICE DE LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EAU



- **La communauté internationale devrait créer, des incitations financières pour promouvoir la coopération** dans le domaine des eaux transfrontières.
- **De nouveaux instruments, tels qu'un Fonds Bleu**, devraient être créés afin de proposer des financements concessionnels et préférentiels pour subventionner les frais d'intérêt, d'assurance et autres coûts annexes des grands projets d'infrastructure (...).
- La question de la préparation de projets bancables devrait être abordée en fournissant un « **Safe Space** », neutre et indépendant, offrant des opportunités de négociations préalables, à un stade préliminaire du développement du projet (...).

7

EN QUÊTE «D'AGENT»: VERS DE NOUVEAUX MÉCANISMES DE DIPLOMATIE DE L'EAU



- Le Panel recommande la mise en place d'un **Observatoire mondial pour l'eau et la paix**, un dispositif international d'hydro-diplomatie, ayant pour objectif de faciliter, promouvoir et stimuler les efforts diplomatiques visant à utiliser l'eau pour atteindre une paix mondiale.

Merci

**POUR VOTRE
ATTENTION**